

Un accès réduit à l'eau et aux structures d'assainissement

Madagascar fait face à des enjeux d'accès à l'eau (sécheresse dans le Sud du pays et stress hydrique dans la capitale) et à l'assainissement. De nombreux projets existent qui bénéficient du financement des partenaires techniques et financiers. Les entreprises françaises sont bien implantées sur les études et les travaux d'infrastructures.

1. Un accès limité à l'eau et aux structures d'assainissement

Un accès limité aux services « eau et assainissement ». i) Selon les statistiques de la FAO, le taux d'accès à l'eau en milieu rural est de 34,5 % et de 51,25 % en milieu urbain ii) le taux d'accès à des structures d'assainissement est de 22 % en milieu rural et de 34 % en milieu urbain.

Une sécheresse récurrente dans le Sud du pays. Le Sud du pays fait régulièrement face à des sécheresses qui menacent la sécurité alimentaire de près de deux millions de personnes.

Un stress hydrique croissant dans la capitale. Tananarive connaît des difficultés croissantes dans l'alimentation en eau potable. Actuellement, la production d'eau ne couvre que deux-tiers des besoins en eau. Le besoin estimé est de 300 000 m³ d'eau pour une production de 200 000 m³. Ce stress hydrique est amplifié par la vétusté des infrastructures existantes, la demande croissante de la population et le manque d'investissement permettant de répondre à la demande.

Un déficit d'investissement dans les structures d'assainissement liquides et solides. La majorité des eaux usées domestiques sont rejetées directement et sans traitement dans le milieu naturel, avec un impact majeur sur la santé, sur l'éducation, sur l'économie ainsi que sur l'environnement.

L'entreprise en charge de la distribution d'eau et d'électricité, la Jirama, est soumise à des discontinuités de service. Alors même que la capacité de production de la Jirama est inférieure à la demande croissante liée à l'urbanisation du pays, une partie conséquente de l'eau produite est perdue à travers les pertes physiques et commerciales (de 30 à 50%). Les usagers sont de plus en plus touchés par les coupures d'eau.

2. Des projets financés sur financements extérieurs

Accès à l'eau

Le dernier schéma directeur d'accès à l'eau pour l'agglomération de Tananarive date de 2003 et doit être actualisé par la Banque mondiale. Cela permettra de planifier les investissements à effectuer dans ce domaine dans les années à venir. La Banque mondiale annonce une enveloppe de 150 MUSD.

D'ores et déjà, la BEI et l'Union européenne financent le programme Jirama Water III à hauteur de 70 M€, qui concerne la capacité de production, le transport et la distribution d'eau potable à l'échelle de la capitale et de sa périphérie. Des appels d'offre sont en cours de publication pour mener à bien des études hydrologiques ainsi que l'avant-projet détaillé relatif aux investissements identifiés.

Des travaux de forage sur 46 sites ont également débuté à Tananarive pour proposer des solutions d'urgence. Huit stations de traitement d'eau conteneurisées seront mises en place sur les périphéries de la ville. Ces stations auront une capacité de production journalière de 2 400 m³ chacune. Au niveau de la principale station d'eau, la Jirama a mis en service une 4ème pompe pour un surplus de 24.000m³ par jour.

Il n'existe pas de projets, à ce stade, pour les villes secondaires.

Assainissement

Le schéma directeur d'assainissement (SDA) de la commune urbaine d'Antananarivo (CUA), portant sur le drainage des eaux pluviales et l'assainissement des eaux usées et excréta, est sorti en 2020. Il va permettre la programmation des investissements à réaliser à l'horizon 2037. Ils s'élèvent à 809 M€ (incluant les coûts d'investissement, d'opération, de maintenance, sécurisation foncière). Les PTF ont d'ores et déjà démarré les travaux qui représentent entre 10 et 15% des besoins. Ils interviennent sur des quartiers différents.

Le programme PRODUIR de la Banque mondiale (62 M€), octroyé en 2018 et devant se clôturer en 2023, cible trois arrondissements de la capitale et trois communes périphériques, représentant 650 000 personnes.

Le programme intégré d'assainissement d'Antananarivo (PIAA), dont la première phase atteint 34,1 M€, est financé par l'AFD (28 M€), l'Union européenne (3 M€) et l'Etat malgache (6,1 M€). Une seconde phase est en cours d'instruction pour un montant de l'ordre de 35 à 37 M€.

Le programme Lalankely (actuellement à sa troisième phase) a mobilisé un financement cumulé de 40,3 M€, financés par l'AFD (33 M€), l'UE (3 M€) et l'État malgache (4,3 M€). Il porte sur des opérations d'aménagement dans quatre arrondissements de la capitale et 27 communes périphériques. Le budget indicatif de la future phase IV s'élève à 26 M€.

La BAD a financé le schéma directeur assainissement (eau pluviale, usée et déchets solides) pour huit villes secondaires.

3. Des entreprises françaises présentes sur les études et les travaux d'infrastructure

S'agissant des études, deux projets font l'objet d'un financement du Trésor français (Fasep) : i) **Artelia** pour un projet innovant d'assainissement des eaux usées qui permet de combiner un système végétalisée avec une emprise foncière limitée grâce à un système d'insufflation d'air. ii) **Hydroconseil** pour un projet visant à permettre à la Jirama de réduire ses pertes techniques et commerciales.

Les sociétés **BRL**, **Urbaconsulting** sont également présentes et actives à Madagascar et ont notamment réalisé avec Hydroconseil le schéma directeur d'assainissement de la capitale. Les bureaux d'études **Setec** et **Egis Inframad**, **Groupe 8** sont également mobilisés sur ces sujets à travers notamment des financements AFD.

Colas et **Sogea-Satom** participent à des opérations d'assainissement et d'amélioration de l'accès à l'eau notamment sur les programmes du PIAA et Lalankely.

Répartition de l'usage de la ressource en eau par secteur à Madagascar (Source : FAO, 2017)



